

Gunnard Myrdal et son oeuvre sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage, Paris, Economica, 1990, 230 p.

France Giroux

Numéro 20, automne 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040706ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040706ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Giroux, F. (1991). Compte rendu de [*Gunnard Myrdal et son oeuvre* sous la direction de Gilles Dostaler, Diane Éthier et Laurent Lepage, Paris, Economica, 1990, 230 p.] *Politique*, (20), 171–174. <https://doi.org/10.7202/040706ar>

Gunnard Myrdal et son œuvre

sous la direction de Gilles DOSTALER, Diane ÉTHIER et Laurent LEPAGE, Paris, Economica, 1990, 230 p.

Ce troisième ouvrage d'une série sur les grands économistes et penseurs sociaux du XX^e siècle regroupe les textes de spécialistes de diverses disciplines invités à analyser de façon critique l'œuvre de Myrdal. L'Association d'économie

politique (AEP) et le Groupe de recherche et d'étude sur les transformations sociales et économiques (GRETSE) consacraient les deux premiers livres de cette série à J. M. Keynes et à F.A. Hayek, car ces théoriciens ainsi que Myrdal sont représentatifs de trois grandes tendances politiques contemporaines. De fait, les contributions de ces trois économistes se situent de façon tout à fait différente dans l'échiquier politique. On le sait, l'œuvre de Keynes est située au centre de l'échiquier, celle de Hayek à droite et, avec toutes les controverses que cela suggère, celle de Myrdal à gauche. Ce qui ne les empêche pas d'être toutes caractérisées par l'approche multidisciplinaire des phénomènes sociaux, c'est-à-dire par des incursions tant en philosophie politique et sociale qu'en théorie économique.

À propos de *Gunnar Myrdal et son œuvre*, il convient de souligner le mérite de cet effort commun des collaborateurs visant à examiner, pour la première fois dans un texte rédigé en français, les diverses dimensions de l'œuvre et de l'action de Myrdal. Écrit plusieurs mois avant la chute du mur de Berlin et l'effondrement subséquent des régimes socialistes, l'ouvrage ne peut évidemment traiter de la recherche d'une solution de rechange au communisme évanescent. La mise en cause des économies centralement planifiées n'était pas, en janvier 1989, objet de débat dans les cercles d'économie politique. De nos jours, le «sens commun» considère que l'expérience socialiste en Europe orientale a échoué, et certains spécialistes confortent à juste titre ce diagnostic. Phénomène étonnant, la solution de rechange à ces économies centralement planifiées, issues de l'époque stalinienne, s'affirme autour de l'unique axe du modèle néo-libéral. Or, il y a deux formes opposées de capitalisme, nommément les modèles néo-libéral et social-démocrate, ce qui incite Michel Albert à intituler son dernier livre *Capitalisme contre capitalisme* (Seuil, «L'histoire immédiate», 1991).

À la différence du modèle néo-libéral revivifié, dans les années 80, par la potion Thatcher (oublions l'inconsistance reaganienne), le modèle social-démocrate conçu par Myrdal ne se réfère pas au laisser faire capitaliste. Il ne se réfère pas davantage à l'autoritarisme soviétique «en crise», mais bien

à une troisième voie axée sur l'utilisation des prix dans la planification et sur la transformation des attitudes et des institutions par des politiques spécifiques. Dès l'élection du gouvernement social-démocrate suédois en 1932, le théoricien Myrdal proposa des réformes sociales audacieuses en faveur de l'égalité. Toutefois, comme le souligne Francine Lalonde, on chercherait en vain l'expression social-démocratie dans quatre écrits de Myrdal publiés entre 1959 et 1978 et pourtant inspirés de l'idéal social-démocrate. Myrdal identifierait de manière implicite la forme politique sociale-démocrate à un État planificateur et redistributeur dont les réformes égalitaires se révèlent être nécessaires à la fois pour stimuler et soutenir le progrès économique et aussi pour sauvegarder la validité des postulats de la démocratie sociale. C'est ce que confirme le test d'ingénierie sociale dont l'expérience suédoise fut constitutive.

Par ailleurs, d'une part, Myrdal plaide la cause de l'intégration mondiale en élargissant les objectifs de l'État-providence (historiquement nationaliste) à la communauté internationale. D'autre part, il dit que l'État-providence n'est pas une panacée. Ainsi, à la lecture du texte de Diane Éthier sur l'analyse myrdalienne du sous-développement du Sud-Est asiatique, on conçoit les limites du modèle social-démocrate confronté ici au problème des inégalités systémiques. L'analyse désormais classique de Myrdal montre bien, comme le mentionne Paul Streeten, qu'il est plus pessimiste à propos de la question asiatique (*Asian Drama*) qu'à propos de la question noire aux États-Unis (*An American Dilemma*). D'ailleurs Streeten taquinait Myrdal en disant que le troisième A.D. (*African Damnation*) restait à écrire. Il est aisé de comprendre qu'à la fin de sa vie Myrdal soit devenu sceptique face à l'aide et à la coopération au développement.

Le modèle social-démocrate n'est pas exempt de critiques. Les auteurs de l'ouvrage collectif indiquent les failles et les problèmes de la conception myrdalienne de l'économie bien qu'ils la considèrent comme une référence de premier ordre. Du «paradigme inapproprié» de Myrdal selon Michel Crossudovsky aux «limites de la redistribution» mises en évidence par Louis Gill, il est aisé de concevoir que la lecture

de *Gunnar Myrdal et son œuvre* suscite l'intérêt et la discussion. Mis à part certaines redondances inévitables, les douze textes thématiques seront utiles soit aux étudiants, soit aux experts habitués à consulter les chapitres pertinents en liaison avec leurs recherches.

France Giroux

Université du Québec à Montréal